

ANTI**RESSE**

EDITION D'ÉTÉ

N° 194 | 18.8.2019

**Saint-Maurice, école
et forge à caractères**

**L'insoumission
d'Albert Londres**

Syrie, la guerre du faux

Observe • Analyse • Intervient

LE BRUIT DU TEMPS par Slobodan Despot

Saint-Maurice, à l'école des enfants terribles (Aveux publics, 6)

L'INDIVIDU COMMENCE À EXISTER AU MOMENT OÙ IL DIT «NON». UN BON SYSTÈME D'ÉDUCATION EST CELUI QUI LUI DONNE LA LIBERTÉ ET LES MOYENS DE DIRE NON, Y COMPRIS AUX IDÉES ET AUX PRINCIPES QUI L'ENCADRENT. LES CINQ ANNÉES QUE J'AI PASSÉES À SAINT-AURICE ONT ÉTÉ LA PÉRIODE DE FORMATION LA PLUS INTENSE DE MA VIE.

Mon passage au collège-lycée de la Royale Abbaye de Saint-Maurice, en Valais, mériterait bien davantage que quelques notules. Un livre serait plus approprié. Mais j'aurais affaire à forte concurrence. En particulier, le saisissant roman de Jean Romain *Les chevaux de la pluie*, situé une demi-génération plus tôt, donne un aperçu de l'atmosphère si particulière qui habitait cette maison. Les «anciens» se reconnaissent et se saluent, porteurs d'une expérience qui leur laisse à vie un arrière-goût unique, le souvenir — peut-être — d'un *bildungsroman* vécu dans un vaisseau intemporel égaré dans la froideur moderne.

MOINES, SOLDATS ET ÉCOLIERS

Le monastère d'Agaune fut fondé en 515 par le roi burgonde Sigismond sur les lieux du martyre de Maurice et de ses compagnons de la légion thébaine, décimés pour n'avoir pas renié le Christ. Depuis quinze siècles, Saint-Maurice a toujours été un lieu de prière et d'enseignement. Au temps des guerres mondiales, il est aussi devenu un fort stratégique du «réduit alpin»

helvétique. J'ai consacré à ce défilé lugubre imprégné d'histoire et de grandeur deux chapitres de mon *Valais mystique*. L'un est une fable, la transposition du martyre des légionnaires au XXI^e siècle: perspective de moins en moins invraisemblable, soit dit en passant. L'autre est une visite subjective des lieux. Et je continue de «tourner autour» comme certains de mes camarades qui y trouvent comme un rempart face à l'absurde d'une époque qui a perdu ses marques. Nostalgie d'un ordre moral et religieux? Loin de là. Pour nos générations de la fin du XX^e siècle, l'héritage catholique était bien plus un arrière-plan culturel, une tonalité de fond, qu'une idéologie imposée. La part des religieux dans le corps professoral régressait d'année en année, jusqu'à devenir insignifiante. Les chanoines à sautoir blanc y côtoyaient des anarchistes mécréants sans la moindre tension. Et les penseurs les plus libres n'étaient pas forcément vêtus de blue-jeans. L'habit, pour le coup, ne faisait vraiment pas le moine! Tel chanoine était un bon-vivant notoire et un érudit infaillible en matière de



«SAINT-MAURICE NE CÈDE RIEN AUX APPARENCES. ELLE REPOSE DEPUIS DES SIÈCLES SUR LES PILIERS LES PLUS AUSTÈRES: MOINES, *ESCHOLIERS* ET SOLDATS. TROIS INSTITUTIONS AUJOURD'HUI RELÉGUÉES EN MARGE PAR L'OBSSESSION MARCHANDE, MAIS QUI ONT BÂTI L'EUROPE. LA CONVERSION DE SAINT-MAURICE AU TOURISME SERAIT AUSSI PROMETTEUSE QUE CELLE D'UN CENTURION EN POISSONNIER. IL EST POURTANT NÉCESSAIRE DE S'Y RENDRE ET DE S'EN IMPRÉGNER. CAR SAINT-MAURICE EST LA CAPITALE DU VALAIS MYSTIQUE ET BIEN PLUS: L'UNE DES MÉTROPOLES DE LA CHRÉTIENTÉ.» (*VALAIS MYSTIQUE*)

malvoisie. Tel autre, un organiste mondialement célèbre. L'abbé Salina de chaleureuse mémoire aimait partager sa passion du jazz — tout en ne cédant rien sur son *credo*. Le père Huber était un rabelaisien incarné, jusqu'à sa physionomie tirée d'une gravure médiévale avec l'imposant promontoire qui lui servait de nez. Je me rappelle moins ses cours d'histoire que ses leçons de scepticisme, ses provocations et ses traits d'esprit. Mais en définitive, c'est justement cela qui nous forme, non les connaissances factuelles qu'on peut ingurgiter partout! J'y reviendrai.

J'avais opté pour la branche scientifique, non seulement parce que les

sciences m'intéressaient davantage, mais surtout pour ne pas avoir à me «farcir» le latin. Erreur capitale dont je me mords encore les doigts. Le très médiocre rattrapage à l'université, complété par des lectures d'autodidacte, n'a jamais permis de combler cette lacune. Dans ma génération encore, on trouvait quelques originaux capables de soutenir une conversation courante en latin. Le comble du dandysme! (Sans compter que — je le crois fermement — l'Union européenne n'aurait pu se construire par la culture, la conscience et le cœur que si elle avait adopté comme *lingua franca* la langue qui n'appartenait à aucune

de ses nations mais qui les avait toutes éduquées: le latin.) Malgré cette erreur d'aiguillage, j'ai bénéficié — comme je devais m'en rendre compte par la suite — d'une sérieuse éducation classique, sans doute plus sérieuse et plus *humaine* que celle de mes contemporains issus de lycées d'État ordinaires.

CHANGEMENT D'ESPRIT, CHANGEMENT D'ÉPOQUE

Anachronique école où l'on prétendait vous apprendre à penser *par votre tête* et où la manière dont on apprenait était plus importante que la matière apprise. Prendre des notes intelligemment, lever les contradictions, intégrer une idée dans son contexte historique et culturel, subordonner les émotions à la raison... Tout ce yoga mental était sous-entendu dans un enseignement qui, en façade, se voulait autoritaire et normatif. Le contraire de ce que j'allais découvrir ensuite dans les facultés de sciences humaines, où sous un constant ramage sur l'«esprit critique» et la «diversité», on n'attendait *réellement* des étudiants que de servir de caisses de résonance — avec à peine quelques modulations de forme — à la doctrine en place. Laquelle, du reste, variait considérablement au gré des modes intellectuelles. (Des modes tyranniques, comme on s'en rend compte ces dernières années avec l'idéologie du *gender* qui sera aussi déclassée demain que l'est aujourd'hui la *doxa* marxiste, démentie par la vie mais inattaquable dans les milieux

académiques jusque dans les années 1990.) J'ai passé ma maturité (baccalauréat) en 1986. Avec le recul des années, il me semble que ma génération, s'étendant jusqu'à celle de mon frère (4 à 5 ans plus jeune), aura été une volée-charnière, non tant dans le contenu de l'éducation qu'elle a reçue, que dans son esprit. Cette transition faisait écho, à deux siècles de distance, au passage de l'Ancien régime aux systèmes modernes. D'un principe autoritaire admettant une foison d'excentricités particulières à un principe de tolérance démocratique imposant de fait l'uniformisation des comportements et des idées. Nous étions encore «pétris d'humanités» (au pluriel), une armure qui, une fois débarrassée des plumes et des rubans, se ramenait à ceci: *l'humour faisait encore partie du bagage essentiel de l'honnête homme!* Quelle que fût l'exigence de l'enseignement, on conservait toujours une légère distance ironique qui maintenait l'individu au centre de la chose (et non la technique, la démarche pédagogique, le plan de carrière ou la conformité morale). La relation humaine bilatérale, maître-élève, était essentielle, comme elle l'a du reste toujours été depuis la nuit des temps, que ce soit chez Confucius ou dans la *paideia* grecque.

QUELQUES FIGURES DE LÉGENDE

C'est dire qu'une telle éducation reposait sur la personnalité du professeur autant que sur sa compétence et son savoir. Nous avions encore la chance de connaître — et



parfois de subir — de véritables «tranches» dont les failles mêmes contribuaient à la formation de notre caractère. Je profite de cette évocation pour les citer avec amour et respect. A tout seigneur tout honneur, le collège était administré d'une main de velours dans un gant d'acier, le chanoine Claude Martin dont la froide inflexibilité cachait une psychologie fine, un grand sens diplomatique et humain et une véritable mansuétude. A ses côtés, le prorecteur Henri Pellissier, dit «Ibidi», d'allure carrément effrayante avec sa soutane de corbeau et ses sourcils hérissés, et qui était la meilleure pâte qu'on puisse imaginer. Sa posture bougonne n'impressionnait que les «bleus». Il avait le fond si bonasse qu'on pouvait justifier ses journées buissonnières en inscrivant «morsure de vipère» dans son carnet d'absences... Au sommet de l'échelle des terreurs figurait mon cher professeur de philo, Patrick Progin. M. Progin était procrasti-

neur, arbitraire et dogmatique. Il mettait des six ou neuf mois pour corriger des examens — lorsqu'il ne les avait pas égarés —, «saquait» des classes entières avec des notes à l'emporte-pièce et ne jurait que par Thomas d'Aquin. Avec mon camarade matheux Fred Pont — futur astrophysicien —, nous lui menions une guérilla permanente. J'ai passé une bonne partie de ses cours à l'«aquarium», la geôle publique des expulsés de classe. Nous avons même monté *extra muros* une conférence burlesque sur «le thomisme chez Aristote» pour persifler son dada. En dépit de tout cela, il m'a donné la meilleure note à l'examen de maturité, considérant sans doute que l'esprit d'opposition était un bon début de pensée philosophique. Fair play! Et bien plus stimulant en la matière qu'un prof «impartial» et plan-plan. Pour le contester, il m'avait fallu lire bien plus que ce qui nous était demandé... La place fait défaut pour évoquer autrement que

par leur nom tous ces MM. Berguerand, Schafer, Richardson, Évéquoz, Martin (l'«autre», le chimiste), Galliker, Burgy, qui tous m'ont marqué par la présence et l'originalité de leurs personnes. L'un d'entre eux, cependant, a eu une influence déterminante sur ma vie. Étienne Anex, mon professeur de français — et neveu du grand critique George Anex —, me fit la suggestion fatidique d'aller voir du côté des éditions l'Age d'Homme s'il n'y avait pas du travail pour moi. Étienne passait pour un véritable épouvantail au collège, il ne tolérait pas la langue ni la pensée relâchée, traitait les élèves *a priori* (et avec raison) comme des barbares à dégrossir et avait pour la littérature un respect fanatique. Il était un libéral de l'ancien temps, fondamentalement anarchiste et conservateur. Il ne s'offusquait d'aucune opinion contraire mais ne s'inclinait devant personne et se moquait bien mal de la bien-pensance et du misérabilisme. Il aimait choquer les saintes-nitouches avec sa sempiternelle devise: «mieux vaud être riche et en bonne santé que pauvre et malade». Il m'a traité comme un bourrin, mais m'a aussi fait passer des oraux au café «chez Babar» autour d'un pichet de blanc. Nous avions plus pressant que d'évaluer mes connaissances: un monde à refaire! L'humour, le goût raffiné et le bon sens d'Étienne Anex

ne sont pas des trésors qu'on laisse échapper. Nous sommes restés amis jusqu'à ce jour, opposant un bras d'honneur commun à l'idiotie des cuistres et des béotiens.

CODA

L'individu commence à exister au moment où il dit «non». Un bon système d'éducation est celui qui lui donne la liberté *et les moyens* de dire non, y compris aux idées et aux principes qui l'encadrent. Les cinq années que j'ai passées à Saint-Maurice ont été la période de formation la plus intense de ma vie. J'y suis entré à reculons, contre mon gré, et n'y suis resté que grâce à l'habileté du recteur Martin et de mes parents. Je m'y suis battu et confronté, comme beaucoup de mes condisciples, souvent les plus intéressants. J'y ai contesté bille en tête la doctrine catholique. Mais je n'y ai jamais ressenti le poids de la censure et du conformisme intellectuel que j'ai rencontré par la suite dans le milieu académique et «culturel». Le Saint-Maurice que j'ai connu n'était pas une antichambre des *fabriques du consentement*, mais une forge à caractères, pour qui avait un caractère à forger. Le lycée est aujourd'hui dirigé par mon camarade d'études le chanoine Alexandre Ineichen. Puisse-t-il continuer à former des enfants terribles, et pas seulement des rouages du système!

CANNIBALE LECTEUR de Pascal Vandenberghe

Albert Londres: la plume dans la plaie (2)

S'IL S'INSCRIVIT D'ABORD DANS LES TRACES DU PREMIER CORRESPONDANT DE GUERRE DE L'ÈRE MODERNE, L'ANGLAIS WILLIAM HOWARD RUSSELL (1820-1907), QUI COUVRIIT LA GUERRE DE CRIMÉE EN 1854, ET DONT LE RÉCIT DES CONDITIONS DE VIE CATASTROPHIQUES DES SOLDATS HEURTA TANT L'OPINION PUBLIQUE QU'IL PROVOQUA LA CHUTE DU GOUVERNEMENT BRITANNIQUE, ALBERT LONDRES, APRÈS LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE, NE S'INTÉRESSA PLUS AUX CHAMPS DE BATAILLE, MAIS À LA SOCIÉTÉ EN GÉNÉRAL, DEVENANT AINSI LE PREMIER JOURNALISTE D'«INVESTIGATION», TERME AUQUEL ON PRÉFÉRERA JOURNALISME D'ENQUÊTE. IL RESTE UN MODÈLE ENCORE AUJOURD'HUI.

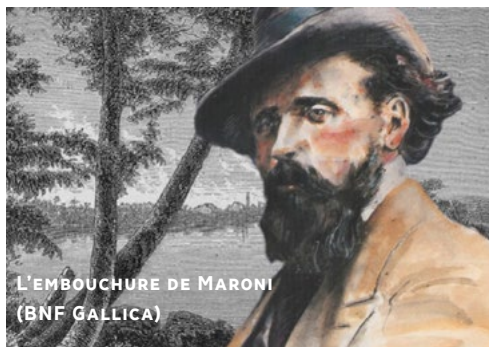
Outre les bagnes, civils et militaires, comme nous l'avons vu la semaine dernière, Albert Londres a d'autres sujets d'intérêt: quelques décennies avant Antoine Blondin, il effectue un grand reportage sur le Tour de France (1). C'est d'ailleurs

à lui que l'on doit l'expression «forçats de la route». Sa notoriété est grande, et son rédacteur en chef l'incite à enquêter aussi en France. C'est à une autre sorte d'enfermement que le bague

qu'il va consacrer son grand reportage suivant: les asiles de fous. Face au refus catégorique des autorités administratives de lui ouvrir les portes des asiles, sauf s'il accepte de soumettre ses articles à la censure — ce que naturellement il refuse —, il essaie même de se faire passer pour fou pour être interné! Il parviendra malgré tout à réaliser son enquête,

intitulée *Chez les fous*(2), mais la rédaction tardera à publier ses douze articles, suffisamment accablants pour scandaliser le petit monde des psychiatres et aliénistes. Pour la publication sous forme de livre, qui contient huit chapitres supplémen-

taires, Londres dut quelque peu adoucir certains passages et supprimer quelques noms propres pour éviter les potentielles poursuites judiciaires.



Après le succès des trois premiers reportages (augmentés) sous forme de livres, Henri Béraud lui suggère de reprendre et réécrire son reportage sur la Chine — celle des seigneurs de guerre, des bandits et mercenaires des années 1920 —, publié en 1922 dans *L'Excelsior*: ce sera *La Chine en folie*(3), en 1925. Après quoi, il réalise un vieux projet: il prend la

route du sud de la France et enquête sur *Marseille. Porte du Sud*(4) (1927), le port d'où il embarque habituellement et sa cité cosmopolite, avec ses immigrés, ses marins, ses aventuriers.

La même année, il réalise le premier grand reportage conçu dès le départ pour être un livre. Il prend le bateau pour Buenos Aires, sur la piste des «maquereaux» français qui pratiquent la traite des Blanches françaises exportées en Argentine pour y devenir prostituées. Son arrivée en Argentine est compliquée: les autorités lui refusent de débarquer. Le récit qu'il fait de cet épisode est suffisamment drôle et symptomatique de son style pour que je ne résiste pas à l'en- vie d'en citer un extrait:

« Les autorités de la République latine et Argentine trouvèrent ma personne indésirable. Je leur répondis que je n'avais jamais eu la prétention d'inspirer du désir. Ils ne me comprirent pas. Il me manquait quantité de pièces. D'abord je n'avais pas trempé mes quatre doigts et mon pouce dans de la pâte d'encre, ainsi j'arrivais sans mes empreintes digitales. Je leur fis remarquer que j'avais tout de même des empreintes digitales, mais qu'au lieu de les déposer sur un papier je les avais conservées au bout des doigts, pour être plus sûr, ajoutais-je, de ne pas les égarer. Ils ne goûtèrent pas l'explication. De plus, j'osais voyager sans mon casier judiciaire, ce qui leur prouvait surabondamment qu'il me manquait une case. [...] »

C'est finalement grâce à l'intervention du trafiquant de femmes

avec qui il avait fait le voyage — et qui lui n'eut aucun mal à débarquer! — qu'Albert Londres put enfin obtenir le droit de séjourner en Argentine. Bien reçu en France, où il connut plusieurs rééditions, son livre ne fut apprécié ni des Argentins, ni des Français résidant en Argentine. Il faut reconnaître que le portrait qu'il fit d'eux n'était guère flatteur!

En 1923, Il avait connu en Guyane Eugène Dieudonné, un jeune bagnard condamné comme complice de la bande à Bonnot. Convaincu de l'innocence du condamné aux mal nommées Îles du Salut, Albert Londres avait tenté, sans succès, d'obtenir la révision de son procès. Dieudonné fut plus tard transféré au bagne de Cayenne et sa troisième tentative d'évasion, en décembre 1926, fut la bonne. Il se réfugia au Brésil, où Londres parvint à le retrouver. Ce dernier finit par obtenir du Quai d'Orsay que son passeport lui soit restitué, après quoi il le ramena en France et obtint sa grâce. Les entretiens qu'il mena avec Dieudonné au Brésil furent publiés en 1928 sous le titre *L'homme qui s'évada*(5).

Devenu très célèbre avec les quelque cent mille exemplaires vendus de son *Chemin de Buenos Aires*, Albert Londres s'attaqua ensuite à un sujet ô combien sensible: les colonies françaises d'Afrique! Loin des écrits littéraires d'André Gide, avec son *Voyage au Congo* (1927) et son *Retour du Tchad* (1928), l'enquête approfondie que mène Londres durant un périple de quatre

mois va provoquer de violentes polémiques et déclencher la haine de la presse coloniale, qui le couvre d'insultes: *Terre d'ébène*(6) appuie là où ça fait mal. Et Londres assume. Il écrit dans son avant-propos(7) :

« Voici donc un livre qui est une mauvaise action. [...] D'autre part, je demeure convaincu qu'un journaliste n'est pas un enfant de cœur et que son rôle ne consiste pas à précéder les processions, la main plongée dans une corbeille de pétales de roses. Notre métier n'est pas de faire plaisir, non plus de faire du tort, il est de porter la plume dans la plaie. [...] Que pouvait-on jeter sur un tel tableau? Un voile ou un peu de lumière. À d'autres le voile!»

Londres est alors au faite de sa gloire, et publiera encore trois grandes enquêtes: *Le Juif errant est arrivé*(8), après le périple de Londres à Prague, de Varsovie à la Transylvanie qui lui fera découvrir un monde dont il ignorait l'existence: celui de la détresse des communautés juives et des ghettos. Après les juifs, il veut enquêter sur l'islam et envisage d'entrer clandestinement à La Mecque, de découvrir la monarchie wahhabite à Riyad, d'aller ensuite dans le Golfe persique et de terminer en Asie mineure. Malheureusement, il échouera et la publication du reportage qu'il ramène de son voyage sur les *Pêcheurs de perle*(9) ne le consolera pas de cet échec. Sa dernière enquête publiée porte sur le terrorisme dans les Balkans, en particulier la Bulgarie du roi Boris III, confrontée à l'affrontement entre

terroristes et contre-terroristes: *Les Comitadjis*(10) paraît en dix-neuf articles, puis en livre en 1932.

Son projet de nouveau reportage en Chine est refusé par Élie-Joseph Bois: c'est la rupture avec *Le Petit Parisien*. Mais le voyage de retour fut tragique pour Albert Londres, et cette nouvelle enquête ne parut jamais. Ainsi disparut un homme et un journaliste d'exception.

NOTES

1. Albert Londres, *Tour de France, tour de souffrance* (1924, Le Rocher, coll. «Motifs», 2009)
2. Albert Londres, *Chez les fous* (1925, Arléa, coll. «Arléa-poche», 2009).
3. Albert Londres, *La Chine en folie* (1925, Le Rocher, coll. «Motifs», 2001).
4. Albert Londres, *Marseille. Porte du Sud* (1927, Arléa, coll. «Arléa-poche», 2008).
5. Albert Londres, *L'homme qui s'évada* (1928, Arléa, coll. «Arléa-poche», 2008).
6. Albert Londres, *Terre d'ébène* (1929, Le Rocher, coll. «Motifs», 2008).
7. Qui vaut vraiment la peine d'être lu intégralement, et que vous trouverez dans la rubrique «Pain de méninges» de cette semaine.
8. Albert Londres, *Le Juif errant est arrivé* (1930, Magellan & Cie, coll. «Je est ailleurs», 2018).
9. Albert Londres, *Pêcheurs de perles* (1931, Le Rocher, coll. «Motifs», 2012).
10. Albert Londres, *Les Comitadjis* (1932, Le Rocher, coll. «Motifs», 2002). Le terme «comitadji» vient du «comité exécutif» de l'ORIM (Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne), qui combattit les forces ottomanes aux XIXe et XXe siècles.



SYRIE: UNE «GUERRE D'ESPAGNE»
ALIMENTÉE ET ATTISÉE DE L'EXTÉRIEUR?

ENFUMAGES par Eric Werner

Déraison d'État

ET SI TOUT CE QU'ON NOUS A RACONTÉ SUR LA GUERRE DE SYRIE ÉTAIT FAUX, DE BOUT EN BOUT? SI CE VASTE ENFUMAGE DE L'OPINION ÉTAIT FINANCÉ PAR UNE PUISSANCE RÉGIONALE CONNUE POUR SES DÉCAPITATIONS? ET QUE NOUS DIT-IL DE LA FONCTION CONCRÈTE DE NOS MÉDIAS?

Cette rubrique s'intitule «enfumages». Au début je n'aimais pas trop ce titre, je le trouvais... fumeux. J'en suis aujourd'hui plutôt content.

Les médias officiels n'ont bien sûr pas le monopole des *fake news*. Mais ils en produisent quand même un assez grand nombre. Quand on dit que pour connaître la réalité, il faut et il suffit de retourner ce que disent les médias (comme on retourne un gant), ce n'est bien sûr qu'une boutade. Mais elle comporte une part aussi de vérité: ce qui est dit blanc, effectivement, est souvent noir, et vice-versa. La question, en fait, excède de beaucoup celle, simplement, des Fake News. C'est le récit officiel dans son ensemble qui, de plus en plus, apparaît sujet à caution. Et donc tout

vacille, rien n'a plus de sens. On ne sait plus de quoi l'on parle. L'enfumage trouve ici sa raison d'être. Il est un substitut de sens.

Les médias officiels disent par exemple qu'on est en démocratie. C'était peut-être le cas à une certaine époque. Ce ne l'est assurément plus aujourd'hui. Objectivement parlant, le régime occidental actuel n'a rien de démocratique, c'est une oligarchie se donnant l'apparence de la démocratie. On parle d'autre chose. Qui plus est cette oligarchie comporte nombre de traits l'apparentant à une tyrannie. Le récit officiel trouve ici sa limite. Sauf que l'enfumage lui permet, dans une certaine mesure au moins, de se survivre à lui-même. Dans une certaine mesure.

Il en va de même en politique internationale. Les dirigeants occidentaux se revendiquent, on le sait, de la morale et plus précisément encore des droits de l'homme. Dans un livre qui vient de paraître intitulé *La guerre de l'ombre en Syrie* (sous-titre: *CIA, pétrodollars et djihad*, éditions Erick Bonnier), un chercheur indépendant, Maxime Chaix, montre ainsi jusqu'où peut aller l'enfumage en cette matière. A la page 51, il cite cette phrase d'un de ses collègues, Michael Howard. C'est le titre d'un article paru en 2017. La phrase dit ceci: «Let's Call Western Media Coverage Of Syria By Its Real Name: Propaganda». Autrement dit, rien n'est vrai dans ce que les médias racontent sur la Syrie, rien ne l'est ni ne l'a jamais été. Tout est propagande.

LE MONOPOLE DU «FAKE»

La propagande a toujours été une arme de guerre, ce n'est pas en soi une nouveauté. On parlait autrefois de «bourrage de crâne», l'expression remonte à la Première Guerre mondiale. Mais la propagande coexistait à l'époque avec des éléments de non-propagande: le fait même, par exemple, que la France était objectivement en guerre avec l'Allemagne. Cet élément-là, lui, n'avait pas été inventé. Il était réel. La France était *réellement* en guerre avec l'Allemagne (et non, par exemple, avec l'Angleterre ou les États-Unis). Alors qu'en l'occurrence, *tout* est propagande.

La propagande dit par exemple

que les États occidentaux sont en guerre contre le terrorisme. Or il n'en est rien. C'est le contraire, très exactement, qui est vrai. Les États occidentaux n'ont cessé, en effet, tout au long de la période récente, d'apporter leur soutien, qui plus est un soutien important, aux mouvements terroristes d'inspiration djihadiste, *y compris ceux ayant conçu et mis en œuvre les attentats de Paris en 2015*. Quand on dit cela, les gens, évidemment, sont déconcertés. Ce n'est pas sérieux, disent-ils. Vous cédez au «complotisme». Etc. Et pourtant c'est la vérité. Non seulement les États occidentaux n'ont cessé, ces quarante dernières années, de soutenir les mouvements terroristes d'inspiration djihadiste à travers le monde (en Afghanistan d'abord, puis dans les Balkans, aujourd'hui au Moyen Orient), mais eux-mêmes, bien souvent, ont participé à leur création. Ils les ont par ailleurs toujours considérés comme des alliés proches. C'est sur eux, en particulier, qu'ils se sont appuyés (et s'appuient encore) pour combattre ceux qu'ils considèrent comme leurs *véritables ennemis*, à savoir l'Iran, la Russie, et en arrière-plan également la Chine.

Tout cela, il est vrai, secrètement. Le bras armé de l'Occident, aujourd'hui à travers le monde, ce sont les services spéciaux. Les services spéciaux pratiquent eux aussi le terrorisme, mais on parlera à leur propos de *terrorisme d'État*. C'est l'expression qui convient. La France, la Grande-Bretagne et les

États-Unis jouissent en la matière d'une réputation non usurpée. Une expression résume bien le rôle qui est aujourd'hui celui des services spéciaux dans nos pays: celle d'*État profond*. Il y a d'un côté l'État superficiel, celui qu'on croit être le plus important, mais qui en fait ne l'est pas (Parlement, ministres, magistrature assise ou debout, etc.): il n'a même *aucune* importance. Et de l'autre l'État profond: lui est l'État véritable. C'est lui, en fait, qui prend toutes les décisions, les plus importantes en tout cas: celles engageant le destin du pays. Il lui revient en particulier de désigner l'ennemi. Le Parlement et parfois même le gouvernement sont ici complètement court-circuités. Jamais, par exemple, le Parlement français n'a été consulté sur la question de savoir s'il y avait lieu ou non, pour la France, d'armer les mouvements djihadistes en Syrie. Si c'était une bonne chose ou non. Au passage, on voit à quoi sert aujourd'hui la constitution.

LA SPIRALE DE LA DÉRAISON

On pourrait invoquer ici la raison d'État, sauf qu'on peut légitimement se demander en quoi il est de l'intérêt de la France (comme d'ailleurs des États-Unis) de soutenir le djihad et les djihadistes en Syrie. Ni l'Iran, ni la Russie, ni la Chine ne menacent aujourd'hui sérieusement la France et ses intérêts. Personne ne le prétendrait. Alors que dans le cas du djihad et des djihadistes, cette menace est bien réelle, qui plus est directement perceptible. Ce n'est

donc pas la raison d'État qui est ici en cause, mais plutôt, comme le relève Maxime Chaix, la *déraison d'État*. Je glisse ici une remarque personnelle. La différence entre la *raison* et la *déraison d'État* réside dans le fait que si, dans un cas comme dans l'autre, l'État se met *au-dessus des lois*, dans le premier cas cela a un *sens de le faire*, alors que dans le second non: *cela n'en a aucun*. Il en résulte que la *déraison d'État* est beaucoup plus sauvage et féroce que la simple *raison d'État*. Cela se vérifie aujourd'hui en Syrie. C'est un trait de la *déraison d'État*. Elle ne se limite pas, comme la *raison d'État*, au seul nécessaire* (nécessité fait loi), le nécessaire le cède ici à l'impulsion erratique, quand ce n'est pas au bon plaisir. Montaigne dit que le bien public requiert qu'on mente, qu'on trahisse et qu'on massacre(1). Les dirigeants occidentaux font tout cela et d'autres choses encore, mais comme ce n'est pas le souci du bien commun qui les anime, ils sont en permanence dans l'*excès*. Ils mentent plus qu'il ne serait strictement nécessaire de le faire, la même chose pour le reste.

Chaix consacre plusieurs pages importantes de son livre aux liens entre les États occidentaux (les États-Unis en particulier, mais aussi la France) et la théocratie saoudienne. Ce sont en fait les Saoud qui ont financé la guerre occidentale en Syrie. Les Occidentaux ont fourni les armes des combattants (parfois même les combattants eux-mêmes), les Saoud l'argent nécessaire pour les acheter. La place nous manque

ici pour résumer tout ce qui est dit à ce sujet dans le livre. Juste une remarque cependant. Chaix dit que le soutien des Saoud aux groupements djihadistes s'expliquerait par le fait que les Saoud voulaient faire échec aux revendications démocratiques au Moyen Orient: les tuer dans l'œuf, en quelque sorte. Ils auraient instrumenté à cette fin les groupements djihadistes. Avec succès, d'ailleurs. Plus personne, aujourd'hui, ne parle de printemps arabe. Ce printemps est mort. Qui l'a tué, la question ne se pose même pas. En revanche, on pourrait se demander si l'actuelle dictature néolibérale en Europe n'aurait pas quelque chose aussi à voir avec le Djihad. Cette question n'est pas directement posée dans le livre, mais en le lisant on est amené à se la poser. Chacun sait quel usage il est fait aujourd'hui en France des lois antiterroristes.

Telle est donc la réalité: la «réalité de la chose», aurait dit Machiavel. L'information disponible existe, il n'est même pas très difficile de la trouver. Mais les journalistes l'ignorent, font comme si elle n'existait pas. Évidemment une question se pose: *pourquoi?* «En 2014, écrit Maximilien Chaix, la déclassification de plusieurs centaines de courriels

nous montra que la CIA est constamment sollicitée pour relire des articles qui la concernent, y compris par des reporters du Washington Post». Ceci explique peut-être cela. On se gardera bien d'accabler ici les journalistes, les journalistes ne sont que des maillons de la chaîne. Mais on n'en enregistre pas moins ce qui précède. Rien, en tout état de cause, ne nous oblige à devenir nous-mêmes des maillons de la chaîne. Il est au pouvoir de chacun de résister à l'enfumage. Il suffit d'un peu de motivation.*

D'une manière générale, quand on veut s'informer, notamment sur les questions militaires ou de politique internationale, il est préférable de lire des livres(2) plutôt que des articles de presse. C'est une règle qui ne souffre que peu d'exceptions.

NOTES

1. *Essais*, III, 1.
2. Par exemple, au sujet de l'intrication du terrorisme islamique avec les services, l'enquête de Jürgen Elsässer, *Comment le djihad est arrivé en Europe* (éd. Xenia), propose une narration de la crise yougoslave radicalement différente de tout ce qu'ont pu nous servir les médias depuis trente ans.

Le magazine de l'Antipresse est une publication de l'Association L'Antipresse. Conception, design et réalisation technique: INAT Sàrl, CP 429, Sion, Suisse. Directeur-rédacteur en chef: Slobodan Despot.

Abonnement: via le site ANTIPRESSE.NET ou nous écrire: antipresse@antipresse.net

N. B. — Les hyperliens sont actifs dans le document PDF.

It's not a balloon, it's an airship! (MONTY PYTHON)

TURBULENCES

#MEDIAS | Pour «Le Temps», les faux borgnes, c'est mieux que les vrais!

Au royaume des aveugles, les faux borgnes sont rois! C'est ainsi que *Le Temps* publie une «Une» dramatique avec des visages aux yeux droits bandés.

Au premier coup d'œil, on pourrait penser que l'organe officiel de la bobocratie suisse romande a enfin clairement dénoncé la brutalité de la répression policière en France voisine. Mais non: il ne s'agit que de *faux* éclopés, des manifestants hongkongais qui *«ont affiché leur solidarité avec une femme grièvement blessée à l'œil»*.

Dans la France de Macron, on comptait jusqu'en mai une morte et 2498 blessés, dont 5 qui ont perdu une main et 24 personnes ayant perdu un œil. Largement de quoi couvrir une pleine page de *vrais* borgnes! Mais le *Temps* s'est bien gardé de trop thématiser cette violence inquiétante à ses portes. S'il a évoqué la répression policière, qui *«ternit l'image de la France»*, c'est pour aussitôt mettre en garde contre son exploitation de propagande. Exemple de prudence!

Le quotidien est beaucoup moins retenu, en revanche, s'agissant de pays lointains et mal vus de l'Occident: dramatisation sur deux pages des manifestations de Moscou et grosses bouffées d'émotions sur Hong Kong. Analyse de l'arrière-plan géopolitique, des manipulations médiatiques et des ingérences U. S.? N'y pensez pas! Pour cela, mieux vaut lire *l'Antipresse*!

C'est sans doute pour avoir trop lu *Le Temps* que Nicolas Dufour, sur Facebook, parle de «propagande des Gilets Jaunes» lorsqu'on évoque les «vrais éborgnés de Paris», ajoutant: «je trouve les manifestants de Hongkonk (*sic*) bien plus impor-

tant (*sic*) que les quarterons d'énervés français habituels».

Selon cet internaute helvétique, donc, les mutilations de Gilets Jaunes seraient de la propagande, alors que même le très conformiste *Obs* a réfuté la minimisation du chiffre des éborgnés par Christophe Castaner.

Quant à la réduction d'un profond mouvement social confronté à une répression largement abusive et illégale à des «quarterons d'énervés français habituels», on croirait presque lire un édito du *Temps*.

Au fait, c'est normal: Nicolas Dufour est justement journaliste et chef d'édition numérique au Temps. Le déni de réalité et le mépris du *populo* sont compris dans l'abonnement. CQFD.

#FRANCE-#RUSSIE | Deux donneurs de leçons

Avec toute l'expérience que lui donne la maîtrise du mouvement des Gilets Jaunes depuis plus de huit mois, le président Macron n'a pas raté l'occasion de faire la leçon à son homologue russe par le biais d'un communiqué du Ministère des Affaires étrangères du 4 août: *«Les manifestations pacifiques qui se sont tenues le 3 août à Moscou et dans d'autres villes de Russie ont à nouveau, comme la semaine précédente, occasionné plusieurs centaines d'interpellations. La France condamne ces interpellations et l'usage manifestement excessif de la force qui les a entourées.»*

En 2010 déjà, le réalisateur Nikita Mikhalkov, qui fait partie des grands déçus de l'Occident, avait traduit crûment le sentiment qu'éprouve une partie grandissante de ses compatriotes devant cette forme d'arrogance: *«Vous autres, les Européens, vous êtes des peuples de vieux, assis sur vos gros culs dans des*

fauteuils tout mous et vous donnez des leçons aux autres». À l'opposé des intellectuels moscovites de tendance libérale, qui continuent d'être fascinés par le modèle européen, Mikhalkov a viré sa cuti dans les années 90 déjà. La même intelligentsia, qui lui avait envié les lauriers glanés en 1994 à Cannes et à Hollywood pour *Soleil Trompeur*, l'a maintenant classé définitivement dans la catégorie des méchants nationalistes amis de Poutine.

Grand seigneur vivant sur ses terres, Mikhalkov s'attache à faire revivre l'héritage de la Sainte Russie sans rejeter

entièrement celui de l'URSS. Sur fond d'icônes, il dialogue avec ses adeptes sur sa chaîne de TV privée. Nous aurions tort de ne pas prêter l'oreille à certains de ses propos où il nous renvoie la balle. Ainsi, dans une récente émission, il cite un ancien dissident: «Tout ce que la propagande socialiste (comprenez: soviétique) nous a raconté à propos du socialisme, n'était que pur mensonge, mais tout ce que la propagande socialiste nous a raconté à propos du capitalisme, s'est révélé malheureusement vrai».

J.-M. Bovy/15.08.2019



Pain de méninges

LA PATTE D'ALBERT LONDRES

Voici donc un livre qui est une mauvaise action. Je n'ai plus le droit de l'ignorer. On me l'a dit. Même, on me l'a redit. On m'a également appris, à l'occasion de ce voyage en Afrique noire, différentes autres choses: que j'étais un métis, un juif, un menteur, un saltimbanque, un bonhomme pas plus haut qu'une pomme, une canaille, un contempteur de l'œuvre française, un grippe-sou, un ramasseur de mégots, un petit persifleur, un voyou, un dangereux agent d'affaires, un dingo, un ingrat, un vil feuilletoniste. Et quant au seul homme qui m'ait appelé maître, il désirait m'annoncer que j'étais plutôt chanteur qu'écrivain. Tout ce qui porte un flambeau dans les journaux coloniaux est venu me chauffer la plante des pieds. On a lancé contre ma fugitive personne de définitives éditions spéciales. Les grands coloniaux du boulevard m'ont pourfendu de haut en bas, au nom de l'histoire, de la médecine, du politique, de l'économie, de la société, du coton, de l'or, du Niger, de la Seine et du Congo. Sous le titre: «Ceux qui ne répondront pas à Albert Londres», de rigoureux logiciens ont fait défiler dans un cadre endeuillé le nom des colons, des fonctionnaires, des commerçants morts l'année 1928 sur le territoire de l'Afrique occidentale française, cela afin de prouver irréfutablement au pays que j'avais le nez au milieu du front, le cœur dans un bocal de vitriol, la langue

chargée de mauvaise foi et que tout allait bien là-bas! Des lettres apportées par les derniers courriers m'annoncent la formation, en Haute-Volta, d'une nouvelle croisade. Des hommes se lèvent de toutes parts au cri de: La routine le veut! et s'apprêtent à marcher, non plus contre les musulmans, mais contre l'Iroquois, chacun se disputant l'honneur d'être le premier à lui casser congrûment la figure. En attendant et pour me faire prendre patience, on traîne mes quatre-vingt-deux kilogrammes devant les tribunaux. Cela n'est rien. Rien. Les journaux coloniaux n'inondent pas le pays, ils imbibent seulement leurs abonnés. Était-ce suffisant pour créer un irrésistible courant? Pas tout à fait. Or les chevaliers attirés de la colonisation ont besoin de promener un cadavre sous les yeux du peuple de France, un cadavre qui appellera les justes imprécations de l'initié et les pierres vengeresses du populaire. Ce cadavre est choisi. Horreur! c'est le mien! Je m'en irai, ainsi, au gré du flot berceur, mon pauvre cher petit corps ligoté sur une planche de liège, la main droite coupée, coupable d'avoir écrit, les pieds carbonisés et mon dernier chapitre (auparavant, sous la menace, j'aurai dévoré tous les autres), fleurissant entre mes dents comme une fleur vénéneuse. Le gouvernement général de l'Afrique occidentale française a décidé la chose. Il vient d'inviter douze journalistes et douze parlementaires, dans l'espoir que ces vingt-quatre personnes constateront que ceux qui, jusqu'ici, m'avaient pris pour un homme et non pour un âne, feraient bien de se rendre compte qu'ils n'ont aucune capacité quand il s'agit de distinguer la race humaine de la faune domestique. À l'heure qu'il est, heure fatale, ces missionnaires débarquent à Dakar. Monsieur le ministre des Colonies y arrive aussi. Que la terre d'ébène soit clémente à eux tous. Pour moi, je n'ai plus que peu de choses à dire, et c'est ceci: je ne retranche rien au récit qui me valut tant de noms de baptême; au contraire, la conscience bien au calme, j'y ajoute. Ce livre en fera foi. D'autre part, je demeure convaincu qu'un journaliste n'est pas un enfant de chœur et que son rôle ne consiste pas à précéder les processions, la main plongée dans une corbeille de pétales de roses. Notre métier n'est pas de faire plaisir, non plus de faire du tort, il est de porter la plume dans la plaie. En Afrique noire française, il existe une plaie. Cette plaie, donnons-lui son nom, c'est l'indifférence devant les problèmes à résoudre. Et cela conduit à des catastrophes. À qui la faute? La faute en est moins à la colonie qu'à la métropole. Quand votre ampoule électrique s'éteint dans votre chambre, vous ne vous en prenez pas à l'ampoule, mais au secteur. Le secteur des colonies françaises, c'est la France. Eh bien! si le courant n'est pas très fort entre la France et Dakar, il est coupé entre cette même France et Brazzaville. Ce n'est pas les hommes que je dénonce, mais la méthode. Nous travaillons dans un tunnel. Ni argent, ni plan général, ni idée claire. Nous faisons de la civilisation à tâtons. Aussi, des nègres s'exilent, d'autres meurent. La révolte se lève dans l'Oubangui-Chari. Pendant qu'on l'étouffe, le ministre des Colonies fait dire qu'il est optimiste et qu'il ne croit pas à ces choses. Et la France est heureuse d'être trompée. Que pouvait-on jeter sur un tel tableau? Un voile ou un peu de lumière. À d'autres le voile!

— Albert Londres, avant-propos à *Terre d'ébène* (1932)